

# JOURNAL DE ROUBAIX

## POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

**PRIX DE L'ABONNEMENT**  
 Roubaix-Tourcoing: Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 fr.  
 Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne: Trois mois, 15 fr.  
 La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.  
 Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

### REDACTION ET ADMINISTRATION

17, RUE NEUVE, 17  
Directeur gérant : ALFRED REBOUX

### ABONNEMENTS ET ANNONCES :

RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.  
 Paris, chez MM. HAVAT, LAITTE et Co, place de la Bourse, 6, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 31  
 Bruxelles, à l'Office de Publicité

ROUBAIX, LE 2 JANVIER 1885.

## Le Manifeste des Droites

Où a lu, le manifeste adressé par la droite du Sénat aux électeurs sénatoriaux. Il est difficile de garder, dans un document de cette nature, plus de mesure et de dignité. La déclaration des droites se recommandant à l'attention des électeurs par sa modération même. Pas de déclamations, pas de phrases retentissantes : un exposé clair et précis des fautes du gouvernement et des griefs qu'il a fournis par sa politique violente et agressive aux conservateurs de toutes les nuances.

Le premier de tous ces griefs, c'est la guerre que fait le gouvernement à la religion, à la religion de la France, comme le dit très bien le manifeste, car c'est la religion catholique qui est surtout visée par les sectaires qui nous gouvernent. La récente discussion du budget a fait tout à propos ressortir le caractère particulièrement odieux de cette guerre qui s'attaque même aux institutions charitables les plus touchantes, telles que les *Œuvres des Pauvres*, en haine de la religion qui les inspire.

Les sénateurs de la droite appellent aussi l'attention des électeurs sur l'état alarmant de nos finances.

Le budget, qui se soldait par des excédents de recettes, alors que les conservateurs étaient au pouvoir, se soldait maintenant d'une façon régulière en déficit. Trois milliards, somme énorme, ont été empruntés en six ans et gaspillés dans des travaux improductifs, tels que les chemins de fer du plan Freycinet et les écoles du projet Ferry. Plus de cinq cents millions ont été dépensés en dépenses inutiles, et cela en pleine paix, alors que notre dette était déjà devenue, à la suite de nos derniers désastres, la plus lourde de l'Europe.

A ces prodigalités, à ce gaspillage effréné sont venues s'ajouter, dans ces derniers temps, les dépenses de la guerre. Car ce même gouvernement qui s'est si souvent targué, vis-à-vis des électeurs, de ses sentiments pacifiques, a fini par engager le pays, sans le consulter, dans une guerre pénible, aussi coûteuse que meurtrière, poursuivie aux extrémités du monde, par nos marins et nos soldats, non pas certes sans gloire pour eux, mais sans but et sans profit appréciable pour le pays.

En un mot, le gouvernement de la République renouvelle à vingt ans de distance l'aventure du Mexique, sans l'excuse que pouvait invoquer le gouvernement impérial pour s'être engagé dans cette funeste entreprise. Car, à l'époque où le drapeau français fut déployé au Mexique, la France jouissait dans le monde d'un prestige militaire incomparable, elle était intacte et forte au milieu de ses frontières trois fois séculaires, et n'avait pas à passer à une puissance rivale la prépondérance sans conteste qu'elle exerçait sur le continent.

Nous ne sommes plus, hélas ! dans ces conditions, et il faut que le gouvernement soit en proie à une véritable démence pour s'enfoncer, comme il le fait, de plus en plus au Tonkin, dans une entreprise hérissée de périls sans compensations, alors que la situation faite à notre pays par ses derniers grands revers est devenue si incertaine, et, à certains égards, si précaire.

L'opinion publique s'est émue de l'imprudence, de la témérité, de l'incapacité déployée par les hommes à qui le hasard a remis le soin de nos destinées. Elle comprend que jamais notre pays, depuis 1870, n'a passé plus près d'un grand péril qu'aujourd'hui, et que s'il ne reprend pas la direction de ses affaires pour la remettre à des mains plus capables, il peut se réveiller demain au bord de l'abîme. Seulement cette fois, à la différence de 1870, il ne s'arrêterait pas sur la pente de l'abîme ; il y serait précipité sans retour, avec son passé glorieux, avec ses traditions, avec son indépendance.

Alerté par ses agents de ces inquiétudes trop fondées de l'opinion, le gouvernement a craint qu'elles ne se fissent jour aux élections sénatoriales prochaines, et, comme le dit le manifeste des droites, dans un langage aussi énergique que mesuré : « il n'a rien épargné pour altérer la sincérité de cette épreuve. »

En d'autres termes, le gouvernement s'est appliqué à fausser d'avance le caractère de la manifestation électorale qu'il redoutait. Il a fait une chose inouïe, même dans l'histoire des gouvernements les moins scrupuleux : il a ramené la loi électorale du Sénat, avec l'intention hautement avouée de réduire le nombre des électeurs qu'il considérait comme hostiles, et d'augmenter le chiffre de ceux qu'il regardait comme lui étant favorables. Il a accru le nombre des délégués des villes, et diminué proportionnellement ceux des campagnes. C'est aussi simple, pour ne pas dire aussi cynique que cela.

## REVUE DE LA PRESSE

**A Metz**  
 Le correspondant du *Matin* en Alsace-Lorraine, a eu, à Metz, une conversation avec M. Antoine, député au Reichstag. En voici le passage qui nous semble le plus intéressant pour nos lecteurs :

« En ce moment, on ne comprend pas ici la politique du gouvernement français. On se demande ce que signifient ces expéditions lointaines qui coûtent si cher à la France, et ce rapprochement avec l'Allemagne ; nous sommes profondément attristés de tout cela. »

« M. Ferry n'est pas populaire en Lorraine ? L'héritier de la politique de Gambetta n'a pas conservé chez nous le même prestige ? »

« Oh ! non ! D'abord ce n'est pas la politique de Gambetta, tout au contraire. Et si on continue, les Lorrains perdront courage, malgré tous nos efforts. »

« Ce n'est pas en Alsace-Lorraine seulement que la politique du gouvernement républicain est faite pour décourager le patriotisme. »

**L'émission**  
 En bon style, d'une plume justement attristée, M. Maret fait, dans le *Radical*, un juste tableau de la situation :

« Le gâchis financier égale le gâchis économique ; le désordre est partout ; la machine ne marche encore que grâce à la vitesse acquise, et si l'on ne distingue pas le moment où elle s'arrêtera tout de fait, on ne voit plus ce qui peut l'en empêcher. »

« Nous n'avons plus de régime parlementaire, puisque le Parlement ne contrôle même plus les dépenses, et se contente, selon le mot de M. Rocher, de s'assurer que les additions sont justes, rôles qui était réservés jusqu'ici à la cour des comptes. Nous n'avons pas de régime personnel, car il n'y a personne : ni M. Ferry ni Waldeck ne peuvent sérieusement passer pour quelqu'un. Nous n'avons pas de démocratie, car la Constitution et le Sénat en sont la négation ; nous n'avons pas davantage d'aristocratie, puisque nous sommes en présence du suffrage universel. Notre état est un composé de tout, n'aboutissant à rien. »

**Le bishoppisme**  
 Encore un barbarisme qui nous vient de Saint-Petersbourg. Une correspondance adressée à la *Justice* en parle longuement.

Il paraît que Bishop — d'où le bishoppisme — est une manière de sorcier, rival du devin Cumberland, bien connu des Parisiens. Américain d'origine, trente-trois ans d'âge, un petit homme grêle, imberbe, à figure alacrescente. Des yeux bruns expressifs, une magnifique chevelure blonde retombant en boucles sur les épaules, tel est Bishop. Il a été admis à opérer devant l'empereur et l'impératrice. Il prétend pouvoir lire dans la pensée.

« Sa Majesté l'impératrice le met aussitôt à l'épreuve et Bishop, lui ayant pris la main gauche, écrit le mot « Aliga » en lettres russes sur le tableau noir ; c'était bien en effet le mot demandé. »

Une autre expérience consista à deviner le chiffre d'un billet de banque qu'un assistant avait dans son portefeuille. Sur cinq chiffres, Bishop se trompa d'un seul qui corrigea d'ailleurs aussitôt.

Puis vint l'expérience du volé. Une personne déroba à une autre un objet quelconque et le déposa dans la poche d'un troisième spectateur, assez loin du premier. Bishop qui avait quité la salle rentre les yeux bandés, saisit la main du médium, c'est-à-dire de la personne qui a caché l'objet, fait de l'autre main des signes de passes dans l'air et sculpe « flaiser » la piste. Il hésite, tâtonne, ausculte la main du médium, puis tout à coup se précipite fureusement à travers la salle et va droit à l'objet, qu'il brandit comme un trophée avec des marques d'une joie enfantine.

Passons à la scène du poignard, dont on a fait par prudence un couteau à papier. Une personne s'arme d'un couteau, simule un attentat et cache ensuite l'arme criminelle. Bishop retrouve le couteau et reproduit avec une minutieuse exactitude les gestes de l'auteur du crime.

L'année qui vient de finir est une des plus tristes qu'ait eu à enregistrer notre histoire nationale.

Il en coûte à notre patriotisme d'avoir à revenir sur les hontes et sur toutes les tristesses de cette année néfaste ; mais au milieu de la vie fiévreuse que nous menons, il est bon de regarder parfois en arrière et de revenir quelques instants sur le passé, sans perdre confiance dans l'avenir.

### JANVIER

M. Brisson est nommé président de la Chambre. M. Le Royer président du Sénat. L'industrie avait vainement fait entendre à M. Grévy ses justes doléances. Une crise très grave sévit, en effet, sur la fabrication française qui ne trouve plus d'écoulement de ses produits.

Des milliers d'ouvriers restent sans travail. Les Chambres sont saisies de la question, et ne trouvent rien de mieux que de nommer une commission d'enquête.

En attendant, on vote un budget extraordi-

naire de 257 millions. Après tout, c'est l'argent du bien et du mal !

On discute la loi municipale. Le comte de Lari arrive en Espagne, où il est reçu par le roi avec tous les honneurs dus à un prince régnant.

### FÉVRIER

Emprunt par l'Etat de 350 millions en Amortissable.

Le pape adresse aux évêques français une lettre dans laquelle il démontre avoir fait tous ses efforts pour maintenir un accord honorable avec le gouvernement. Il les encourage à résister aux persécutions, et recommande aux pères de famille de donner à leurs enfants l'éducation chrétienne.

Une grève de mineurs éclate à Anzin, provoquée et soutenue par des anarchistes de tous pays.

M. Grévy accorde sa grâce à Cyvoct, anarchiste qui a tué plusieurs personnes dans un sous-sol du Théâtre-Bellecour.

Des explosions sont tentées à Londres, à Paris et dans diverses autres grandes villes.

Près de trois cents chrétiens sont massacrés en Chine.

La Chambre adopte un projet de traité avec l'Autriche, ôtant au gouvernement le droit d'interdire l'importation des moutons en cas d'épizootie. Cette mesure absurde est votée par les députés de la gauche.

### MARS

Proposition d'une loi pour l'augmentation, dès longtemps promise, des traitements des instituteurs.

Prétendant l'état des finances, le gouvernement demande et obtient l'ajournement indéfini. La Chambre vote l'article 48 de la loi sur l'enseignement, pour limiter à un an le droit de revendiquer les donations faites à des écoles congréganistes laïcisées. On espère ainsi violer facilement la volonté des donateurs.

Interpellation dans les affaires de Madagascar.

Victoire de l'armée française au Tonkin. Prise de Bac-Ninh. Le Sénat félicite l'armée au nom de la France.

Les commémorations fêtent l'anniversaire du 18 mars.

Le comte de Lari, à l'adresse de M. le comte de Paris, est saisi à la gare de Lyon, laquelle caisse contenait une machine infernale avec un mouvement d'horlogerie qui devait, au moyen de capsules, produire une explosion lors de son ouverture.

La grève d'Anzin continue avec les subsides des anarchistes d'Angleterre et de Belgique, heureux de ruiner l'industrie française. Les journaux radicaux soufflent eux-mêmes sur le feu.

Impuissance du gouvernement et des Chambres.

Le Sénat assure la garantie de la France à la dette tunisienne. On sait que les opportunistes avaient depuis longtemps spéculé sur cette affaire qui leur procurerait un bon profit.

Heureux succès de nos troupes au Tonkin ; prise de Hong-Hoa ;

Erection d'une statue à Gambetta, M. Ferry va à Cahors couvrir de fleurs l'honneur qu'il a jeté en l'honneur du ministre.

Le pape Léon XIII publie une encyclique sur la France-Magounerie, ce document a un immense retentissement dans tout le monde chrétien.

Promulgation de la nouvelle loi municipale. Cette loi n'est pas meilleure que la précédente. Ses principales innovations ont pour objet de faire la guerre aux curés et aux institutions religieuses.

Attribution au maire d'une clé du clocher, et au besoin d'une clé de l'église.

Les communes ne sont plus obligées de subvenir aux dépenses du culte en cas d'insuffisance des revenus des fabriques.

Droit pour les conseils municipaux de désaffecier, c'est-à-dire de reprendre les immeubles non paroissiaux affectés au culte.

Monopole des pompes funèbres enlevé aux fabriques, dont il était la principale ressource. A côté de ces dispositions, il faut signaler :

1° La publicité des séances des conseils municipaux ;

2° L'attribution de la police municipale au préfet qui pourra l'exercer, à défaut du maire.

### MAI

Le 4 mai, élections municipales. Les conservateurs obtiennent de nombreux avantages : On sent que le pays est fatigué de l'exploitation opportuniste et cherche des hommes plus honnêtes pour leur confier ses affaires.

M. Ferry, qui a toujours nié que nous fusions en guerre avec la Chine, annonce qu'un traité de paix a été conclu à Tien-Tsin, et que tout est terminé.

La commission d'enquête sur la crise industrielle fait comparativement devant elle des ouvriers parfaitement ignorants, qui se livrent aux plus sales divagations. La cause de la crise est trop facile à comprendre : la politique de nos représentants, depuis sept années, l'explique du reste. Mais ils ne voient pas la poutre qui les aveugle.

La Chambre des députés vote la loi du service militaire de trois ans pour tout le monde sans exception. Elle veut que les séminalistes passent trois ans dans les casernes, sans doute pour y apprendre les prédications, et s'y former aux bonnes mœurs.

### JUIN

Un scandaleux débat s'ouvre à la Chambre sur la conduite de l'administration et de la magistrature en Corse.

Les violences du gouvernement sont amplies par la Chambre.

Les députés repoussent toutes les dépenses proposées pour le service militaire. Ils savent que cette loi est inapplicable, mais ils pensent regagner ainsi une popularité qui leur échappe, comme si tout le monde ne comprenait pas aujourd'hui les nécessités de la science, de l'industrie, du commerce, etc.

Malgré les efforts de M. Jules Simon, le Sénat vote le rétablissement du divorce. Le mariage chrétien n'est pour rien pour ces Mes-

sieurs, qui s'arrogent tout simplement le pouvoir du bien et du mal !

Les frères de Saint-Jean-de-Dieu accueillent dans leur maison un de leurs persécuteurs, M. Francisque Sarcey, rédacteur du *XIX<sup>e</sup> Siècle*, et le sauvent de la catastrophe.

En Corse, un journaliste intriguant, nommé Sains-Étienne, est assassiné par des républicains opportunistes.

Les catholiques belges remportent une victoire éclatante victorieuse sur les athées révolutionnaires.

Le royaume du Cambodge est annexé à la Cochinchine. Le souverain cambodgien vend son royaume à la France moyennant une rente annuelle de trois cent mille piastres.

La prétendue paix acceptée par la Chine est soudainement violée. Le 27 mai, on apprend que quatre mille réguliers chinois, qui devaient évacuer la place de Lang-Son, ont attaqué l'armée française et lui ont fait 82 hommes hors de combat.

Le choléra fait son apparition à Toulon, apporté, dit-on, sur un vaisseau de l'Etat, la *Sarthe*, qui, par faveur, n'aurait pas fait la quarantaine réglementaire.

### JUILLET

Au bout de six mois on constate que les impôts ne rendent pas ce qu'on en attendait. Le déficit est de 41 millions. Comment s'en étonner ? La mauvaise politique détruit tout, commerce, industrie, agriculture.

La fête du 14 juillet est célébrée avec une froideur inaccoutumée. Vainement les hébertistes essaient-ils de provoquer le désordre. Il n'y a plus que les fonctionnaires et les cabaretiers qui illuminent.

Beau moment de sérénité. Le choléra envahit Toulon et Marseille. On compte dans cette dernière ville plus de soixante-dix morts par jour. La panique est à son comble. M. le duc de Chartres, porteur de 50,000 francs souscrits par la famille d'Orléans, va visiter les cholériques. Le pape envoie 20,000 francs. Le président de la République prend le frais sous ses ombrages, et se contente de prélever 20,000 fr. sur les 1,200,000 francs qu'il émerge au budget de l'Etat.

Les deux Chambres décident qu'il y a lieu de réviser la Constitution.

Les Frères des Ecoles chrétiennes obtiennent, à Paris, le premier diplôme d'honneur pour la supériorité de leur enseignement, reconnu par les protestants eux-mêmes.

### AOUT

Le Congrès se réunit à Versailles. La discussion est étouffée par une majorité qui a peur d'entendre la vérité.

Disons seulement qu'il supprime les prières publiques. Nos hommes politiques sont si intelligents, et même si bien les choses, qu'ils n'ont pas besoin que Dieu les éclaire.

Le Sénat continue, sans autorisation du Parlement, la guerre avec la Chine. La flotte française s'empare de Kelung, ville principale de l'île de Formose. « Ce n'est pas un fait de guerre, dit le ministre, c'est une prise de possession. »

M. Ferry a, d'ailleurs, inventé un nouveau mot : « Ce n'est pas encore la guerre, c'est l'état de réprobation. » Et la majorité fait semblant d'y croire.

Voilà l'ambassadeur de la Chine retiré son ambassadeur. L'amiral Courbet bombarde l'arsenal de Fou-Tehou et coule à fond sept canonnières chinoises. Puis, par un trait d'audace, il sort avec sa flotte de la passe de Kimpai, sous le feu des batteries ennemies.

Intérieur, les Conseils généraux constatent la ruine des communes entraînées par l'Etat dans des dépenses excessives que leurs revenus ne peuvent couvrir. Les subventions promises n'étant pas même versées, les travaux restent impayés.

### SEPTEMBRE

Députés et sénateurs jouissent de leurs vacances et s'arrêtent pour la désorganisation et le gaspillage.

Dans les comices, les ministres et leurs amis essaient de persuader aux agriculteurs que la République a fait quelque chose pour eux. Cette mauvaise plaisanterie a peu de succès.

L'arrivage des blés étrangers effraie le laboureur français. Les vins sont bons, mais la récolte est déficiente et le phylloxéra continue ses ravages.

Le choléra a presque disparu du Midi de la France. Mais il sévit avec violence dans quelques villes italiennes. Le roi Humbert va visiter les malades de Naples, et M. Grévy a l'audace de lui envoyer un télégramme de félicitations.

Le pays s'inquiète de ce qui se passe en Chine. Il croit peu aux assurances de M. Ferry ; et pour cause.

### OCTOBRE

Les Chinois attaquent le Tonkin avec des forces quatre fois supérieures aux nôtres. En voulant toujours dissuader, le ministre nous a mis dans un état d'infirmité des plus alarmants. Nos soldats obtiennent néanmoins de petits succès. A Formose, l'amiral Courbet a grande peine à s'établir. Il réclame des secours.

Les Chambres se réunissent le 14.

Cette fois-ci, il faut avouer l'état de guerre. Interpellation sur la politique du gouvernement en face de la crise économique. Vote de confiance pur et simple accordé à M. Ferry par les Chambres.

Entre-temps, nous arrivons d'Extrême-Orient la nouvelle de la prise de Formose et de l'occupation de Kelung. C'est le dernier coup de la politique ministérielle en Chine. Jusqu'à la fin de l'année, nos troupes, sans renforts, sans subsides, sans ordres, stationnent là bas, décimées par les escarmouches et par les fièvres, et la ruineuse question du Tonkin n'aura pas fait un pas de plus.

Ce n'est pas que l'argent ait manqué. Des millions ont été engloutis, mais il en faut encore, et M. Ferry, en réclamant de nouveaux crédits à la commission, déclare que les contributions paieront :

Pour 1886, dit-il, nous n'échapperons pas de nouveaux impôts, si nous n'en proposons

pas cette année, c'est que nous entrons dans une année d'élections. »

L'histoire conservera cette parole comme la définition la plus exacte d'une politique hypocrite et mensongère, élevée à la hauteur d'une institution par M. Ferry.

### NOVEMBRE

L'Allemagne à la parole pour élire de nouveaux députés au Reichstag. Dix-neuf groupes politiques se partagent les résultats électoraux. Est-ce succès ou insuccès ? Nul ne saurait le dire, car M. de Bismarck s'appuie tout à tour sur ces diverses fractions pour bâtir sa majorité.

Ce qui a pu être une véritable défaite pour le gouvernement prussien, c'est le triomphe des candidats protestataires en Alsace-Lorraine.

Nos pauvres provinces perdues se débattent sous le joug allemand, et cette manifestation nouvelle de leur fidélité envers la France doit nous attacher davantage à ces chères populations.

A l'exemple de M. Ferry, M. de Bismarck rêve une puissance coloniale. On dit que le chef du Cabinet français se prête à ses vœux.

En effet, au congrès qui s'est réuni à Berlin pour discuter la question du Congo, notre représentant a défendu l'intérêt de l'Allemagne contre l'Angleterre et le Portugal.

Reste à savoir ce qui sortira de cette conférence qui n'a pas encore pris fin.

Novembre a été fertile en scandales républicains. Nous devons mentionner le cas de M. Cazot, compromis dans l'affaire d'Alais au Rhône, et forcé de donner sa démission de premier président de la Cour de cassation.

En ce même mois, M. Laffrère, président de section au Conseil d'Etat, séquestre, avec l'aide de la police, une demoiselle Nemojska. M. André de Trémolles, ex-préfet de la Gorse et de l'Aveyron, est accusé de faux et de concussion, par son collègue, M. Demangeat.

Mme Clovis Hugues, femme du député de ce nom, tue de cinq coups de revolver l'agent d'affaires Marin.

Tout cela, sans préjudice des percepteurs en fuite avec leur caisse, des conseillers municipaux radicaux grattant, à leur profit, les deniers de la charité publique destinés aux cholériques.

### DÉCEMBRE

Les méfaits des hommes de l'opportuniste commencent à se dessiller les yeux des électeurs ? On n'ose encore y croire, et cependant, plusieurs succès significatifs sont venus affirmer au réveil de la part des populations.

En quinze jours, quatre candidats conservateurs sont élus, gagnant quatre sièges sur les républicains : siège de député à Avallon, siège de conseiller général à la Flèche, à Bergerac, à Pont-à-Marcq. Ces succès, venant après ceux de Lille et de Nantes, où M. Jonglet et Caze-nove de Pradines étaient également élus députés contre des opportunistes, ne doivent-ils pas servir d'encouragement ?

En tous cas, ils ont certainement effrayé le gouvernement et les Chambres qui, de concert, ont décrété la loi électorale du Sénat.

On connaît les articles de cette loi : ne pouvant sectionner les communes ainsi qu'on l'a fait pour les élections relevant du suffrage universel, la majorité a eu recours à un procédé nouveau, mais non moins arbitraire.

Elle a simplement réduit aux petites communes — généralement conservatrices — le nombre de leurs députés et, au contraire, a augmenté celui des villes soumises à la pression administrative et, par conséquent, plus républicaines.

Enfin, et c'est ce qui marque bien l'incapacité du gouvernement comme la docilité des membres du Parlement, nous votons en 1885 le budget n'a pu être voté en entier. Quand le sera-t-il ? Pas avant le mois de mars, peut-être.

En attendant, le gouvernement s'est fait remettre en bloc un milliard trente-deux millions, avec la faculté d'en user à sa guise.

Nous n'avions à redouter jusqu'à cette heure que la triste situation qui nous est faite à l'intérieur, mais voici qu'un autre danger nous menace : les complications extérieures.

L'Allemagne est en lutte avec l'Angleterre en Afrique ; et se substitue à cette puissance en Egypte ; l'Italie, profitant de cette division, cherche à s'étendre dans la mer Rouge ; la Russie veut s'emparer de la Corée à la faveur des derniers troubles qui ont ensanglanté cette contrée. La Hollande, en Belgique, le Portugal se disputent des territoires au Congo.

Au milieu de ces dissentiments qui sur le point de se transformer en vaste conflit, la France tient la main à l'Allemagne.

Nous craignons quelle ne sorte de cet accord plus abandonnée, plus meurtrie que jamais.

D'une part les complications extérieures, et de l'autre — suivant l'expression de M. Jules Simon — des champs qui restent en friche, des usines éteignant leurs feux, le riche et le pauvre redoutant la morsure de l'éternel ennemi : la faillite, pour le riche et pour le pauvre, la faim. Tel est le bilan de l'année qui finit, telle est la perspective que nous promet celle qui commence.

## NOUVELLES DU JOUR

### La direction des cultes

Paris, 31 décembre. — On assure que M. Florens, directeur des cultes, est sur le point de prendre sa retraite. Il serait remplacé par M. Vergniaud, qui a été successivement secrétaire général à la préfecture de police et secrétaire général à la préfecture de la Seine.

### Rattachement des colonies au ministère des colonies

Paris, 31 décembre. — Le décret rattachant les colonies au ministère des colonies est prêt et sera soumis à la signature du président de la République dans les premiers jours de janvier. L'élément militaire seulement sera compris dans ce rattachement.

### M. Hérisson

Paris, 31 décembre. — Le décret appelant M. Hérisson, député de Paris, ancien ministre, à la

vice-présidence du conseil d'Etat paraîtra d'ici très peu de temps à l'Office.

**Le conseil municipal de Paris**  
 Paris, 31 décembre. — Le conseil municipal de Paris a émis un vote confirmant le projet du budget de la préfecture de police, indiquant ses vues sur l'organisation de la future police et exprimant un vœu de création d'une mairie centrale de Paris. Le projet de police a fait toutes ses réserves sur ce vote. La séance est suspendue jusqu'au neuf heures et demie.

**Affaire Arène et Bonfante-Lefèvre**  
 Paris, 31 décembre. — L'affaire Arène et Bonfante, prévenus de vols de fait contre Lefèvre rédacteur du *Radical*, est venue aujourd'hui. Arène a été condamné à 200 fr. d'amende, Bonf